LVR
0

C A H I E R
DE L'ORDRE
DE LA NOBLESSE
DU
BAILLIAGE DE BEAUVAIS;
ET
EXTRAIT
DU PROCÈS-VERBAL
DES SÉANCES
DE L'ASSEMBLÉE DUDIT ORDRE.

1 7 8 9.

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
ET D'ARCHÉOLOGIE
DE SENLIS
—
Ancien Comité Archéologique

247.

D. D.

CAHIER
DE L'ORDRE
DE LA NOBLESSE
DU
BAILLIAGE DE BEAUVAIS
ET
EXTRAIT
DU PROCÈS-VERBAL
DES SÉANCES
DE L'ASSEMBLÉE DUDIT ORDRE

CAHIER
DE L'ORDRE
DE LA NOBLESSE
DU
BAILLIAGE DE BEAUVAIS.

CONSTITUTION.

LA Noblesse regarde comme base première du salut de la Patrie, qu'avant de consentir à aucune prorogation ou établissement d'impôts, les Etats-Généraux statuent par une loi sanctionnée par le Roi, & enregistrée dans toutes les Cours :

1°. Que les Etats Généraux, représentant la Nation, ont la puissance législative conjointement avec le Roi.

2°. Qu'aucun Citoyen ne peut jamais être privé de sa liberté que par la Loi, & d'après le jugement de Tribunaux reconnus par la Nation.

3°. Qu'aux Etats Généraux seuls appartient le droit d'établir ou de proroger les impôts, & d'ouvrir des emprunts, sous quelque forme & dénomination que ce puisse être.

4°. Que les Etats-Généraux seront périodiques; que la forme de leur convocation & leur composition seront déterminées par eux-mêmes; & que si, à l'époque qu'ils auront fixée, il n'étoient pas rassemblés, les impôts cesseroient de droit à l'instant même dans tout le Royaume.

5°. Que dans toutes les Provinces du Royaume il sera établi des Etats-Provinceaux, dont la forme & le pouvoir seront déterminés par les Etats-Généraux.

L'établissement de ces cinq Articles, avant le consentement aux impôts, paroît si essentiel à l'Ordre de la Noblesse, qu'elle en fait une condition expresse à son Député, & déclare qu'elle le défavouera, s'il vote pour aucun établissement ou prorogation d'impôts, avant la promulgation de cette loi; lui enjoignant de protester contre chaque proposition qui seroit faite, & contre toute délibération qui seroit prise, avant d'avoir assuré la constitution.

ÉTATS-GÉNÉRAUX.

LA Noblesse du Bailliage de Beauvais déclare qu'elle renonce à tout privilège pécuniaire, & qu'elle reconnoît avec plaisir la nécessité d'établir comme principe, que les impôts doivent être supportés par les propriétés sans distinction de Propriétaires.

Elle est d'avis que dans les Etats Généraux, en toutes matières, les Ordres délibèrent séparément; mais que, si l'unanimité manquoit entre les trois Ordres, comme il ne seroit pas juste que la Nation perdît son droit de voter sur aucun des articles proposés, alors les trois Ordres devroient se réunir, & les voix être comptées par tête.

Elle demande que le retour périodique des Etats-Généraux soit fixé à trois ans au plus tard.

Que toutes les Loix & Règlemens proposés par les Etats Généraux, & consentis par le Roi, ou proposés par Sa Majesté, & consentis par les Etats Généraux, soient enregistrés & promulgués par les Cours souveraines, les Etats-Généraux encore assemblés; que lesdites Cours ne puissent en retarder l'enregistrement pur & simple, ni la promulgation, sous aucun prétexte.

ÉTATS-PROVINCIAUX.

QUE les Etats-Provinciaux soient établis sur un plan uniforme dans tout le Royaume : ce qui n'empêchera pas les Députés des différentes Provinces de demander les modifications que les circonstances locales leur feroient juger utiles.

Que lorsque des réglemens provisoires, surtout en ce qui concerne la police des villes & des campagnes, & autres que la seule localité rendroit utiles, seroient demandés par les Etats-Provinciaux, & consentis par Sa Majesté, les Cours souveraines de la Province soient tenues de procéder à l'enregistrement pur & simple & à la promulgation, sans pouvoir en retarder l'effet sous aucun prétexte.

Que les Etats Provinciaux s'occupent spécialement de la composition des Municipalités des Villes, dans lesquelles doivent être admis des Citoyens des trois Ordres.

CLERGÉ.

LA Noblesse demande que les Archevêques, Evêques, Curés, & tous autres Bénéficiers ayant ou non, charge d'ames, résident dans

leurs Diocèses, Paroisses & Bénéfices. (Ordonnance de Blois, art. XIV.)

Que nul, de quelque qualité ou condition qu'il soit, ne puisse posséder deux Bénéfices (Ordonnance d'Orléans, art. V), ni parvenir à aucune dignité Ecclésiastique, qu'il n'ait rempli pendant six ans au moins le ministère dans une Paroisse de Ville, ou quatre ans dans une de Campagne.

Qu'un nombre déterminé des Canonicats ou Bénéfices simples soient affectés comme retraites à des Prêtres qui se seront occupés de fonctions Ecclésiastiques avec zèle & sans reproches l'espace de vingt-cinq ans.

Que les Etats-Généraux s'occupent de l'amélioration du sort des Curés & Vicaires des Villes de Province & des Campagnes.

Que, conformément à l'Ordonnance d'Orléans du mois de Janvier 1560, art. II, il ne soit plus porté d'argent à Rome à titre d'Annates, Dispenses, &c. Que les Dispenses de toute espèce soient données par l'Evêque Diocésain : que leur produit, ainsi que celui des annates, soit appliqué aux reconstructions & réparations des presbytères & portions d'églises qui sont actuellement à la charge des Paroisses, & au soulagement des pauvres du Diocèse où ces droits seront échus ; & qu'il soit fait un

tarif très-moderé, & commun à toutes les Provinces du Royaume, du coût de toutes les Dépenses.

Que les Colléges, Ecoles gratuites & Hôpitaux, soient surveillés par les Etats-Provinciaux, & qu'il soit pourvu à leur entretien par une portion suffisante de biens Ecclésiastiques.

N O B L E S S E.

LA Noblesse prescrit à son Député aux Etats Généraux de déclarer qu'elle ne reconnoît & ne reconnoitra jamais en France qu'un seul Ordre de Noblesse, jouissant des mêmes droits.

Elle demande que la Noblesse & les prérogatives qui y sont attachées, ne puissent plus s'acquérir par charge, ni à prix d'argent; & que Sa Majesté soit suppliée de n'accorder des lettres de Noblesse, que sur la demande des Commandans en chef de terre & de mer, pour des actions brillantes, certifiées par ceux qui en ont été témoins; ou sur la demande des Etats-Provinciaux, pour les Citoyens qui auroient rendu des services signalés à leur Patrie.

Que ces Lettres soient accordées, scellées & enregistrées *gratis*, & avec tous les té-

moignages publics d'une distinction aussi précieuse.

Elle demande de plus, & principalement, que la Noblesse qui sera conférée à des Citoyens, pour des services signalés & connus généralement; à ceux qui se seroient distingués par des découvertes ou perfectionnemens d'une industrie capitale pour la prospérité du Royaume, ou qui auroient exercé pendant plusieurs générations, ou au moins pendant une longue suite d'années, le commerce le plus étendu, le plus avantageux pour l'accroissement des manufactures du Royaume; que cette distinction de Noblesse ne soit conférée qu'à la condition que les chefs desdites familles de commerce soient tenus de conserver leurs professions manufacturières & leurs relations commerciales: l'expérience n'ayant que trop appris qu'une des plus fâcheuses & véritables causes du dépérissement des vrais principes du commerce, en France, & du commerce lui-même, est l'abandon total de cette profession si recommandable, aussi-tôt qu'un père-de-famille ou ses enfans pensent être un peu au-dessus de la fortune de leurs égaux. Les correspondances étrangères & intérieures du commerce, perdues pour le Royaume, par l'abandon rapide & successif de tant de maisons qui existoient si avantageusement pour

la bonne opinion, le crédit & la solidité du commerce général de la France, ont privé & privent de jour en jour le Royaume de l'un de ses plus fermes appuis, celui de ne plus errer en matière de commerce, & de conserver dans son sein les principes & les lumières les plus certaines, les fortunes les plus légitimement acquises, & des races vénérables, qui par-tout ailleurs s'y consacrent & s'y conservent de siècle en siècle.

Le Commerce, exercé avec la bonne foi qui en est l'ame, est une profession trop honorable, pour que la Noblesse ne saisisse pas avec empressement un moyen si naturel de conserver & d'augmenter sa fortune.

Que les prérogatives attachées aux charges, si multipliées, de Commensaux de la Maison du Roi, soient abolies.

Que la Croix de Saint Louis ne soit jamais que la récompense de services réels, rendus dans l'armée de terre ou de mer; & que les anciens Militaires soient assurés d'une subsistance honnête.

Qu'il soit recommandé aux Etats - Provinciaux de s'occuper du sort des Nobles sans fortune.

Que les Etats-Généraux demandent l'exécution de l'article 267 de l'Ordonnance de Blois,

relatif à la réunion des places & graces sur une même tête, & de l'art. 271 de la même Ordonnance, relatif aux gouvernemens particuliers des Villes & Citadelles.

Que Sa Majesté soit suppliée de ne plus donner de survivances: les enfans regardant les places de leur père comme un propre de famille, ne se donnent plus la peine de les mériter.

Que toutes les punitions humiliantes, notamment les coups de plat de sabre, soient retranchées du nombre de celles qui peuvent être infligées aux soldats.

Que les Edits & Règlemens relatifs à la Jurisdiction des Maréchaux de France, soient exécutés, comme procurant à la Noblesse un moyen prompt & facile d'arranger ses différends de toute espèce sans procédure & sans frais; que conformément auxdites loix, le renvoi de tout Gentilhomme devant ses Juges ordinaires ne puisse lui être refusé.

J U S T I C E - P O L I C E .

QUE la réforme promise tant dans le Code civil que dans le criminel, soit enfin exécutée; & spécialement qu'il soit ordonné le plus tôt possible,

1°. Que l'instruction criminelle soit publique.

2°. Qu'aucun Juge ne puisse prononcer seul un décret de prise-de-corps contre un domicilié, ni entendre seul les dépositions des témoins.

3°. Que les accusés ayent un conseil.

4°. Que la peine la plus grande qui puisse être encourue soit la privation de la vie; & que les douloureux supplices qui n'auroient jamais dû être connus chez un Peuple renommé par la douceur de ses mœurs, soient abolis à jamais.

5°. Que la peine de la confiscation des biens soit abolie.

Que les Etats-Généraux prennent en considération le sort des Nègres de nos Colonies.

Que la compétence attribuée aux Présidiaux par l'Edit de 1774, soit rétablie; & que dans le cas où il auroit été interjeté appel quant à la compétence, les Cours se bornent à prononcer sur elle, sans pouvoir juger le fonds de l'affaire.

La Noblesse desire que les Etats - Généraux s'occupent des moyens de supprimer la vénalité des charges, & de pourvoir à la diminution des frais de procédure & à la suppression des épices. Elle indique comme un des abus les plus

dispendieux l'obligation d'expédier en parchemin les actes qui pourroient l'être sur papier.

Que les Etats-Généraux avissent aux moyens de surveiller la manière dont se rend la justice dans toutes les parties du Royaume & dans les Colonies.

Qu'ils s'occupent des moyens les plus prompts d'établir l'uniformité des poids & mesures dans tout le Royaume.

Qu'ils demandent une augmentation dans les Maréchaussées, qui sont évidemment insuffisantes, attendu le service que l'intérêt public exige.

Qu'il soit remédié aux abus funestes qui résultent de l'impéritie des Chirurgiens & des Sages-femmes dans les Provinces, & sur-tout dans les Campagnes: qu'il ne soit fait aucune réception, ni des uns ni des autres, sans un examen rigoureux & public, par Médecins & Chirurgiens, en présence du Juge royal.

Que la liberté de la Presse soit accordée, à la condition que tout homme qui fera imprimer, soit obligé de signer son manuscrit & de se faire connoître de l'Imprimeur.

Que les Capitaineries soient supprimées: qu'il ne soit conservé autour des Maisons qu'habite Sa Majesté, que l'étendue précisément néces-

faire à ses plaisirs personnels; & que les réglemens sur la chasse, qui gênent l'Agriculture, soient abrogés.

Que les loix concernant le port d'armes soient exécutées.

Que des moyens soient indiqués pour constater promptement & facilement le tort que fait le gibier, & qu'il soit ordonné que les propriétaires ou fermiers en soient complètement dédommagés.

Que les bois & forêts contenant des bêtes-fauves soient entourés aux dépens de ceux qui veulent les y conserver; & que ces bêtes-fauves puissent être tuées sur le territoire des seigneurs où elles se rencontreront.

Qu'il soit pourvu aux inconvéniens qui résultent de la multiplicité des pigeons.

Que les Lettres d'État, de surseance & sauf-conduit, qui donnent aux débiteurs un moyen de se soustraire à la poursuite de leurs créanciers, & qui sont par-là attentatoires à la propriété de ceux-ci, soient abolies. Que les seuls Tribunaux puissent accorder du temps aux débiteurs de bonne-foi, & seulement lorsqu'il sera prouvé que l'intérêt bien entendu de leurs créanciers se trouve uni au leur, pour qu'ils obtiennent le délai qu'ils sollicitent.

Que tous ceux qui ont des fonctions & em-

ploiis, de quelque état & condition qu'ils soient, y résident habituellement, & soient privés de leurs appointemens en cas de négligence, sur la dénonciation des Etats-Provinciaux.

Que les Lettres-patentes du 20 Août 1786, concernant la taxe des droits des Commissaires à terrier, soient abrogées, comme extrêmement onéreuses aux vassaux & censitaires; & qu'il soit fait un autre règlement sur la taxe des actes de foi & hommage, aveux & dénombremens.

FINANCES.

LA Noblesse regarde comme infiniment utile, & même comme nécessaire, que la première déclaration des Etats-Généraux soit « Que » la Nation ayant le droit de consentir les » impôts, & n'en existant aucun qui ne soit » d'origine ou d'extension illégales, les Etats- » généraux les déclarent tous supprimés de » droit: & cependant à cause du temps nécessaire » à l'Assemblée pour créer un ordre nouveau » dans cette partie des affaires nationales, & » aussi afin d'éviter les inconvéniens qui résulte- » roient pour l'impôt futur d'une suppression » absolue de tous rapports entre les contri- » buables & le fisc, les Etats Généraux statuent

» provisoirement que tous les impôts actuels,
 » momentanément autorisés, continueront à être
 » payés, mais seulement pendant le cours de
 » la présente tenue, & non après; voulant
 » qu'alors il n'y ait d'autres contributions que
 » celles qui auront été établies par la présente
 » Assemblée avant sa première séparation ».

Elle pense qu'il seroit utile que, dès le commencement de leur tenue, les Etats-Généraux nommassent trois comités, l'un pour l'examen le plus approfondi de tous les objets de recette, l'autre pour ceux de dépense, le troisième pour la connoissance la plus exacte de la dette. Et comme elle croit qu'aucun impôt ne doit être accordé que lorsque tous les moyens d'ordre & d'économie dans les dépenses & dans les grâces auront été épuisés, ces différens comités leur présenteroient les réflexions que leur auroit fait naître l'examen dont ils auroient été chargés.

Elle desire que d'après cet examen & la détermination de la dette royale, les Etats-Généraux la déclarent dette nationale.

Elle demande que les Etats-Généraux statuent que si jamais la perception d'aucun droit ou d'aucun impôt étoit tentée par-delà le terme consenti par eux, tout homme qui voudroit le percevoir soit déclaré concussionnaire, & qu'il

soit ordonné à tous les Tribunaux de le poursuivre & de le traiter comme un ennemi public: que si un Ministre avoit pu donner un conseil aussi perfide, il en soit responsable à la Nation, & accusé par les Etats-Généraux.

Elle pense que c'est une précaution sage & très-importante, que de statuer que l'intitulé de tous mandemens d'impôts ou tarif de droits, tant de ceux qui pourront être conservés, que de ceux qui pourront être établis, annonce en tête: DE PAR LE ROI, *Impôt ou Droit consenti par les Etats-Généraux jusqu'en 17.....* Elle croit infiniment utile que tous François ayent sans cesse sous les yeux cette vérité fondamentale, Que les impôts ne peuvent être établis qu'avec le consentement de la Nation.

Que les Etats-Généraux pouvant seuls consentir les impôts & ouvrir des emprunts, & le cas de guerre exigeant cependant que des mesures soient prises à l'avance pour y pourvoir, les Etats-généraux devroient, avant de se séparer, voter pour un emprunt de quatre-vingt millions, en cas de guerre seulement, avec la condition expresse qu'un seul & même Edit contiendra l'ouverture de l'emprunt & la convocation immédiate des Etats-Généraux, pour qu'ils puissent en déterminer le gage.

Que la dette nationale soit répartie sur toutes

les Provinces. Que la répartition & le recouvrement des impôts directs appartiennent aux Etats-Provinciaux : qu'ils soient chargés de faire acquitter par leurs Trésoriers les rentes perpétuelles & viagères qui leur auroient été assignées.

Que les Domaines de nos Rois étant devenus insuffisans pour soutenir l'éclat du Trône , il est nécessaire que les Etats-Généraux assignent , pendant la durée du règne du Roi , un revenu indépendant & libre , destiné à ses dépenses personnelles , bâtimens , &c. & aux dépenses de sa Famille. La Noblesse pense qu'il doit répondre à la majesté du Trône & à la dignité de la Nation , & suffire à remplacer les apanages des Princes , dont elle demande la suppression.

Que les fonds assignés à chaque département , dans lesquels seront comprises toutes les grâces qui y sont relatives, soient tellement déterminés, qu'ils ne puissent être outre-passés sous aucun prétexte.

Que le compte de la recette , de la dépense nationale, soit rendu public tous les ans , ainsi que celui des grâces.

Que la Gabelle & les Aides étant les impôts les plus onéreux , & dont le recouvrement entraîne les abus les plus graves , la Noblesse demande aux Etats - Généraux de s'occuper des moyens

moyens de les remplacer , ou du moins d'en diminuer les inconvéniens & les malheurs.

Que spécialement , & le plutôt possible , l'imposition connue dans quelques Provinces sous le nom de *Gros-manquant* , vulgairement appelé *Trop-bu* , soit abolie , comme la plus vexatoire & la plus contraire au droit naturel , sur-tout par la manière dont elle est perçue.

Que la Loterie , de tous les impôts le plus immoral , est la source de tant de désordres , que la Noblesse ne doute pas que les Etats-Généraux ne s'occupent d'y remédier.

Que l'on mette à exécution le projet si nécessaire à l'avantage du Royaume , de reculer les Barrières aux frontières.

Que les Etats - Généraux représentent à Sa Majesté , que l'emploi des Troupes à la confection des chemins , seroit très-avantageux , soit pour l'économie de temps & d'argent , soit pour le meilleur régime militaire physique & moral ; & que les Militaires les plus éclairés soient consultés sur cette question.

C O M M E R C E.

LE Bailliage éprouve une grande diminution dans son commerce : ses Manufactures de petite draperie , de toiles peintes & toiles blanches

languissent ; & elles feront infailliblement détruites avant peu , si on ne fait pas cesser la cause de leur décadence. La Noblesse présume que le Traité de commerce avec l'Angleterre est très défavantageux à la France ; & elle desire que les Etats-Généraux chargent un Comité de l'examen de cette grande & importante question.

La Noblesse demande la suppression du droit de marque , qui , établi sous le prétexte de protéger le commerce , est évidemment chez nous une des causes de sa langueur.

L'expérience a prouvé combien l'établissement des Haras a mal rempli son objet. Loin de multiplier l'espèce , & d'embellir la race des chevaux , le nombre des élèves est évidemment diminué ; & il s'en faut de beaucoup que la beauté ait été une compensation à la diminution du nombre. La Noblesse demande que les Règlemens qui assujettissent les Laboureurs , sous peine d'amende , à conduire leurs jumens aux étalons des Haras , soient supprimés , & qu'on laisse la plus grande liberté à ceux qui sont les plus intéressés à multiplier & embellir l'espèce de leurs chevaux.

La Noblesse termine ici les vœux qu'elle charge son Député de porter aux Etats-Généraux. Elle fait qu'il ne faut pas espérer réformer tous les abus dans cette première Assemblée nationale,

& pense qu'elle aura fait assez pour la Patrie ; lorsqu'elle aura posé les principes fondamentaux qui assureront infailliblement son bonheur & sa gloire.

FAIT & arrêté en la Chambre d'honneur de l'Hôtel-de-Ville de Beauvais , en présence de tous Messieurs de l'Ordre de la Noblesse. A Beauvais , le quatorze Mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Signé : Berton des Balbes , Comte de Crillon. Descourtils. Blanchard de Changy. Descourtils de Baleu. Duranti-Lironcourt. Borel. De Regnonval de Rochy. Bourée de Corberon. Borel de Bretisel , Secrétaire.

EXTRAIT

D U

PROCÈS-VERBAL

DES Séances de l'Assemblée de l'Ordre
de la Noblesse du Bailliage de Beauvais.

Du Samedi 14 Mars 1789.

EN l'Assemblée de l'Ordre de la Noblesse, tenue en la salle d'honneur de l'Hôtel commun de la ville de Beauvais, & présidée par M. le Comte de Crillon, Grand-Bailli d'Épée de ce Bailliage, & où se sont trouvés toutes les personnes présentes à la séance du 10 de ce mois, à l'exception de M. *Allou d'Hémécourt* ;

Il a été procédé à la lecture du Cahier projeté par MM. les Commissaires, nommés par l'Assemblée du 10 de ce mois. Ledit Cahier a été arrêté définitivement, & signé par M. le Président, MM. les Commissaires, à l'exception de M. le Comte de *Maupeou*, qui a refusé de

signer, à cause de l'article dudit Cahier concernant la forme d'opiner aux Etats-Généraux, pour être ledit Cahier remis à M. le Grand-Bailli, qui doit le remettre au Député de l'Ordre aux Etats-Généraux.

Il a été ensuite procédé, par la voie du scrutin, à la nomination des Membres de l'Assemblée qui devoient être Scrutateurs. Les Billets de ce premier scrutin ont été déposés par tous les membres de l'Assemblée successivement, dans un vase placé sur une table au devant du Secrétaire de l'Ordre, & la vérification en a été faite par ledit Secrétaire, assisté de Messieurs de *Combault d'Auteuil*, *Dauvergne* & *Danse*, les trois Membres de l'Assemblée plus anciens d'âge. Messieurs *Descourtils de Meslemont*, *Blanchard de Changy* & *de Regnonval de Rochy* ont été déclarés réunir le plus de voix, & en conséquence choisis pour Scrutateurs.

Lesdits Scrutateurs ayant pris place devant le bureau, au milieu de la salle d'Assemblée, ont déposé dans le vase, à ce préparé, leurs billets d'élection; après quoi tous les Electeurs sont venus pareillement déposer ostensiblement leurs billets dans ledit vase.

Les Electeurs ayant repris leurs places, les Scrutateurs ont procédé d'abord au compte & recensement des billets, & leur nombre s'étant

trouvé conforme à celui des suffrages existans dans l'Assemblée, en comptant ceux qui résul-
toient des procurations, ils ont été ouverts; &
les voix ayant été vérifiées par lesdits Scruteurs,
ils ont déclaré *M. le Comte de Crillon, Grand-
Bailli d'Épée de ce Bailliage*, élu Député de
l'Ordre aux États-Généraux, à la pluralité de
soixante-onze voix, contre vingt-cinq en faveur
de *M. Descourtils de Meslemont*; & une en fa-
veur de *M. de Duranti de Lironcourt*.

M. Descourtils de Meslemont, qui avoit réuni
le plus de voix après *M. de Crillon*, a été una-
nimement élu & nommé pour remplacer le Dé-
puté ci dessus nommé, en cas de mort ou de
maladie grave.

L'Assemblée de la Noblesse du Bailliage de
Beauvais donne pouvoir aux Députés ci-dessus
nommés, de proposer, remontrer, aviser &
consentir tout ce qui peut concerner les besoins
de l'État, la réforme des abus, l'établissement
d'un ordre fixe & durable dans toutes les parties
de l'Administration, la prospérité générale du
Royaume, & le bien de tous & de chacun les
sujets du Roi; déclarant que sur tous les objets
qui ne sont pas contenus ou limités dans le
Cahier, elle s'en rapporte aux vues patriotiques
& au zèle de ses Députés.

Les Mémoires & notes de *Messieurs de Crillon*,

*Descourtils de Meslemont, de Duranti de Liron-
court, Bourré de Corberon, Blanchart de Changy,
Chrétien, Michel de Goussainville, pere & fils,
& Danse*, ont été remis aux Députés de l'Ordre,
pour y avoir recours lorsque les questions qui
y sont traitées seront agitées aux États-Géné-
raux.

Le Secrétaire de l'Ordre a été chargé de com-
muniquez aux deux autres Ordres du Bailliage
le Cahier arrêté par l'Ordre de la Noblesse,
& signé par les Commissaires dudit Ordre. Et
sur la proposition de le faire imprimer, ainsi
que le présent Procès-verbal, il a été arrêté
unanimentement qu'il en seroit imprimé un nombre
suffisant d'exemplaires, pour être distribués à
tous les membres de l'Assemblée.

Ont signé : (1)

Messieurs, Le Marquis de Carvoisin. De
Canongete de Cannecaude. De Nully d'Hé-
court. Le Chevalier le Bastier. Le Caron. Le
Baron de Larchier de Courcelles. De Combault

(1) L'âge de chacun des Membres de l'Assemblée n'étant
pas connu, il a été impossible de suivre d'autre ordre que
celui de la comparution en l'Assemblée des trois États du
Bailliage.

d'Auteuil. Danse. Borel, *Commissaire*. Gaudechard. Comte de la Vaquerie. Leclerc de Blincourt. Boisthierry. Bourré de Corberon, *Commissaire*. Vicomte de Sarcus. Brestel d'Hiermont. De Perfonne de Songeons. Michel - Vualon. Charles Leclerc, Comte de Juigné, *comme fondé de procuration*. Le Comte de Jaucourt, *comme fondé de procuration*. Danse de Froissy. Descourtils de Baleu, *Commissaire*. De May. Chrétien de Lihus. Descourtils de Meslemont, *Commissaire*. De Regnonval de Roehy, *Commissaire*. Comte de Maupeou. Le Coulteux de Puy. Danse de Boifquennoy. Le Coulteux de Provinlieu. Gaillard de St. Germain. D'Hardivilliers de Monceaux. Evrard. Duranti-Lironcourt, *Commissaire*. Duneveu de Vuambez. De Regnonval de Fabry. De Regnonval de Courcelles. De Louvigny. Blanchard de Changy, *Commissaire*. Michel de Gouffainville, père. Michel de Boissy. Dauvergne de St. Quentin. Caze de Mery. Chevalier de Blois de Liours Jacq. Danse. Michel de Mazieres. Michel de Lalandrelle. Yfabeau. Chevalier d'Hiermont. De Regnonval. De Regnonval de Martel. Evrard de Vadancourt. De Lenglès. Berton des Balbes, Comte de Crillon. Borel de Bretifel, *Secrétaire*.

Messieurs, de Maupeou, de Couquault d'avelon, de Queimy, de Pimodan, *présens à l'Assemblée*

semblée, n'ont pas signé, étant partis avant la rédaction du Procès-Verbal.

Ont paru par leurs Fondés de procuration,

MONSIEUR, FRERE DU ROI.
 Madame la Duchesse de Fleury. Mademoiselle de Sully. Mademoiselle Paris de la Brosse. Messieurs, le Maréchal Duc de Mouchy. Le Duc de Liancourt. Le Comte d'Epinay St. Luc. De Barentin. Le Bastier de Rainvillers. Le Caron, fils. Le Porcq. Danse de Boulaine. De Fremond de Charleval. De Fremond du Mazis. Andrieux. Madame de l'Epinay de Niviler. Borel de Bretifel. De Siry. D'Aubourg. Madame de Molagnie. De Thefy. D'Aurillac. De Broë. Divery. Madame Michel-Vualon. De Réal. De Canouville. De Cauzans. Madame Descourtils de Balleu. Mademoiselle D'Héronval. L'Advocat. Madame De Roncieres. Le Prestre de Jaucourt. Choart. De Gaudechard de Matancourt. de Sandricourt. De Verigny. D'Ons-en-Bray. D'Hardivillier Duneveu de Vuambez.